



Conseil Economique  
et Social

Distr.  
LIMITEE

E/CN.4/1998/L.36  
3 avril 1998

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-quatrième session  
Point 12 de l'ordre du jour

LE RACISME, LA DISCRIMINATION RACIALE, LA XENOPHOBIE ET  
L'INTOLERANCE QUI Y EST ASSOCIEE

Sénégal (au nom du Groupe africain) : projet de résolution

1998/... Reconnaissance de l'esclavage et de la traite des esclaves  
comme crime contre l'humanité

La Commission des droits de l'homme,

Notant les dispositions de la Convention de 1926 relative à l'esclavage  
et de la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de  
l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques  
analogues à l'esclavage,

Ayant à l'esprit l'article 4 de la Déclaration universelle des droits de  
l'homme et l'article 8 du Pacte international relatif aux droits civils et  
politiques, qui stipulent que nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude,

Notant avec préoccupation les violations flagrantes des droits de  
l'homme et les crimes commis contre les peuples africains sur le continent et  
lors de la diaspora en raison de l'esclavage et de la traite des esclaves, en  
particulier de la traite transatlantique des esclaves,

Ayant à l'esprit les longues années d'exploitation de l'Afrique par le  
biais de la traite transatlantique des esclaves au profit du commerce  
international, en particulier en Europe et en Amérique,

Consciente des incidences socio-économiques, culturelles et politiques à long terme des longues années d'esclavage et de traite des esclaves,

Notant que la traite des esclaves, en particulier la traite transatlantique des esclaves, a fait naître, directement ou indirectement, le fléau du racisme et a renforcé et enraciné les préjugés raciaux et les autres formes d'intolérance qui continuent encore aujourd'hui à hanter la communauté internationale,

Reconnaissant que la traite transatlantique des esclaves a été particulièrement atroce et que son ampleur et ses conséquences sur les peuples africains ont été particulièrement flagrantes,

Se félicitant du fait que d'autres peuples qui ont été victimes de fléaux et d'injustices moindres ou comparables ont reçu des excuses, une indemnisation et des réparations,

Consciente de l'obligation morale de rappeler les injustices résultant de l'esclavage et de la traite des esclaves, en particulier de la traite transatlantique des esclaves, en tant que violation flagrante des droits de l'homme,

Convaincue que les peuples africains du continent et de la diaspora méritent des excuses pour les injustices commises à leur encontre au cours de siècles d'esclavage et de traite des esclaves,

Convaincue également que la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme offre à la communauté internationale une occasion propice d'examiner la question,

1. Reconnaît que l'esclavage et la traite des esclaves constituent une violation flagrante et systématique des droits de l'homme des peuples africains et un crime contre l'humanité;

2. Décide de créer un groupe d'experts composé de 10 éminents spécialistes de l'histoire africaine et juristes internationaux, qui se réunira pendant deux semaines avant la cinquante-cinquième session de la Commission, afin d'examiner l'ampleur des injustices qui ont résulté, en particulier, de la traite transatlantique des esclaves et de déterminer le degré de responsabilité des personnes impliquées;

3. Prie le Groupe d'experts de présenter son rapport à la Commission à sa cinquante-cinquième session;

4. Prie le Président de la Commission des droits de l'homme d'entreprendre les consultations nécessaires en vue de la nomination du Groupe

d'experts et de veiller à ce que celui-ci dispose de toute l'assistance et de toutes les ressources nécessaires lui permettant de s'acquitter rapidement de son mandat;

5. Demande à tous les Etats, ainsi qu'aux organisations et organes internationaux compétents, d'apporter un maximum de coopération au Groupe d'experts dans l'exercice de ses fonctions;

6. Prie les Etats qui, directement ou indirectement, par action ou par omission, ont pratiqué, autorisé, facilité ou toléré l'esclavage et la traite des esclaves d'engager le processus d'atténuation des souffrances causées en présentant leurs excuses aux peuples africains concernés;

7. Décide de rester saisie de la question à sa cinquante-cinquième session au titre du même point de l'ordre du jour;

8. Recommande le projet de décision ci-après au Conseil économique et social pour adoption :

"Le Conseil économique et social, prenant note de la résolution 1998/... de la Commission des droits de l'homme en date du .. avril 1998, décide d'autoriser la Commission à créer un groupe d'experts composé de 10 éminents spécialistes de l'histoire africaine et juristes internationaux, qui se réunira pendant deux semaines avant la cinquante-cinquième session de la Commission, afin examiner l'ampleur des injustices qui ont résulté, en particulier, de la traite transatlantique des esclaves et de déterminer le degré de responsabilité des personnes impliquées, et qui présentera son rapport à la Commission à sa cinquante-cinquième session."

-----